



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

économie, industrie et emploi : INSEE

Question au Gouvernement n° 1553

Texte de la question

RAPPORT STIGLITZ

M. le président. La parole est à M. Michel Diefenbacher, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Michel Diefenbacher. Chacun sait, madame le ministre de l'économie, que pour tenir le cap, il faut avoir une bonne boussole. De même, pour conduire une politique économique, il faut disposer d'un bon outil statistique. En matière économique, l'instrument de mesure essentiel est le produit intérieur brut. Encore faut-il que le PIB, tel qu'il est calculé, rende vraiment compte de la santé d'une économie. C'est ce que conteste le remarquable rapport que vient de remettre au Président de la République le professeur Joseph Stiglitz, au nom de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Que dit ce rapport ? Deux choses, pour l'essentiel.

Il dit, tout d'abord, que le PIB mesure des richesses matérielles, alors que les richesses d'aujourd'hui sont de plus en plus immatérielles : ce sont la santé, la sécurité, la paix sociale, la qualité de la vie ou encore la protection sociale. Il dit, en second lieu, que, si l'activité économique d'aujourd'hui obère celle de demain, elle n'est plus une richesse, mais une menace. Là est toute la question de la durabilité des politiques économiques. À cet égard, le professeur Stiglitz propose une réflexion sur ce qu'il convient d'appeler une véritable refondation de notre appareil statistique.

Je vous poserai trois questions, madame le ministre. Le Gouvernement partage-t-il cette analyse ? Si oui, quelles suites donnera-t-il à ce rapport ? Enfin, notre réflexion ne pouvant demeurer franco-française dans une économie mondialisée, comment étendre les mesures que vous prendrez à l'Europe et au monde ?

(Applaudissements sur quelques bancs des groupes UMP et NC.)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Vous avez raison de poser cette question, car la mesure que l'on fait de toute chose concerne directement votre assemblée. Comment pourrions-nous utiliser de mauvais instruments pour mesurer les effets des réformes que vous votez ? Voilà l'un des enseignements que l'on peut tirer du rapport Stiglitz, que vous avez évoqué.

Dès le mois de février 2008, le Président de la République avait demandé à M. Jean-Paul Fitoussi, à M. Joseph Stiglitz et au professeur Amartya Sen de rassembler cinq lauréats du prix Nobel, ainsi que d'autres économistes, afin de nous dire si nous mesurons correctement la croissance, la qualité et la valeur de notre économie. Quels enseignements pouvons-nous tirer de leur rapport ? J'en citerai deux.

En premier lieu, il convient d'accorder beaucoup plus d'importance au capital humain et à notre environnement. C'est exactement ce que nous faisons avec la réforme de la formation professionnelle, avec le Grenelle de l'environnement et avec la taxe carbone.

Ensuite, il faut accorder bien plus d'importance à la mesure médiane des revenus. C'est là aussi un enseignement que nous mettons en oeuvre en tentant d'éliminer un tiers de la pauvreté en France et en généralisant le revenu de solidarité active.

Il va de soi que nous entendons, à l'avenir, nous inspirer du rapport Stiglitz : j'ai demandé au directeur général de l'INSEE de prendre en compte ses douze recommandations, afin de modifier les instruments de mesure et de nous assurer que nous valorisons notre économie. Cela étant, il ne suffit pas de modifier nos propres

instruments ; encore faut-il élargir cette mesure. J'ai donc suggéré au directeur général de l'OCDE de modifier un certain nombre d'instruments et de proposer ces modifications à la communauté internationale, afin que nous puissions mieux calculer ce que nous consommons, ce que nous produisons, ce que nous répartissons, et que nous puissions également multiplier les bonnes pratiques, au lieu de s'obstiner dans la mesure du seul PIB.
(Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Diefenbacher](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1553

Rubrique : Ministères et secrétariats d'état

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 septembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 septembre 2009